

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1647

[2007/201248]

22 MARS 2007. — Décret modifiant le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa 2, 2^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets est modifié comme suit :

« 2^o en deuxième lieu, de promouvoir la valorisation des déchets, notamment par leur réutilisation, recyclage, récupération ou utilisation comme source d'énergie; ».

Art. 2. L'article 2 du même décret est modifié et complété comme suit :

« 7^o*bis*. Prévention : toute mesure ou opération tendant à prévenir ou à réduire la production ou la nocivité de déchets ou de leurs composants;

11^o*bis*. Réutilisation : toute opération par laquelle des biens en fin de vie ou usagés, ou leurs composants, sont utilisés pour le même usage que celui pour lequel ils ont été conçus;

20^o*bis*. Producteur au sens de l'article 8*bis* : toute personne physique ou morale qui fabrique ou importe un produit sous sa propre marque ou non et soit l'affecte à son usage propre au sein de ses établissements industriels ou commerciaux, soit le met sur le marché wallon, quelle que soit la technique de vente utilisée, à distance ou non. Est également considérée comme producteur au sens de l'article 8*bis* la personne physique ou morale qui revend des produits fabriqués par d'autres fournisseurs sous sa propre marque. La personne qui assure exclusivement un financement en vue de ou conformément à un contrat de financement n'est pas considérée comme producteur au sens de l'article 8*bis*; ».

Art. 3. A l'article 3 du même décret, un § 3 est ajouté, libellé comme suit :

« § 3. Lorsque plusieurs agréments ou plusieurs enregistrements sont requis dans le chef de la même personne en application du présent décret, un agrément unique ou un enregistrement unique peut être sollicité.

Lorsque la tenue de plusieurs registres, de plusieurs bordereaux de suivi ou l'accomplissement de plusieurs déclarations sont requis dans le chef de la même personne en application du présent décret, un registre, un bordereau de suivi ou une déclaration unique peuvent être appliqués.

La tenue des registres sous un format électronique est admise moyennant approbation préalable du modèle par l'Office. »

Art. 4. Dans le chapitre I^{er} du même décret, un article 5*bis*, rédigé comme suit, est introduit :

« Art. 5*bis*. Une personne morale de droit public ne peut prétraiter, valoriser ou éliminer des déchets industriels que dans le cadre d'un partenariat avec une personne de droit privé.

Au sens de la présente disposition, on entend par partenariat toute prise de participation ou toute forme d'association qui consacrerait la participation réelle aux risques et profits de l'entreprise pour chacun des partenaires. Pour la mise en centre d'enfouissement technique, le partenariat peut prendre la forme de la convention visée à l'article 20, § 3, alinéa 1^{er}, du présent décret. »

Art. 5. Dans le chapitre I^{er} du même décret, un article 5*ter*, rédigé comme suit, est introduit :

« Art. 5*ter*. Toute personne assurant la gestion de déchets à titre professionnel est tenue d'informer le bénéficiaire du service de gestion de déchets des modalités de gestion, de la destination des déchets et des coûts détaillés de la gestion.

Le Gouvernement peut préciser les règles d'application pour les personnes ou les catégories de déchets qu'il désigne. »

Art. 6. Dans le chapitre I^{er} du même décret, un article 5*quater* est introduit, rédigé comme suit :

« Art. 5*quater*. La gestion des déchets est effectuée prioritairement par la prévention, à défaut par la voie de la valorisation et à défaut par la voie de l'élimination.

Les producteurs, importateurs et détenteurs de biens et déchets prennent les dispositions nécessaires afin de respecter la hiérarchie établie à l'alinéa précédent et de réaliser une gestion conforme aux prescrits des §§ 1^{er} et 2 de l'article 7, notamment par l'adaptation des modes de production et/ou de conditionnement des déchets. »

Art. 7. L'article 6, § 1^{er}, 8^o, du même décret est complété par les mots "et/ou de bilans de prévention".

Art. 8. L'article 6, § 1^{er}, du même décret est complété comme suit :

« 9^o déterminer, pour les biens ou déchets qu'il désigne, les modalités de la réutilisation, les mécanismes du financement de la réutilisation, les conditions et la procédure de demande, d'octroi et de liquidation du subside éventuel et les modalités de son calcul. »

Art. 9. L'article 6, § 3, du même décret est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement interdit à partir de 2010 la distribution et l'utilisation de sacs de caisse à usage unique dans le cadre des installations et activités classées. Il définit les catégories d'installations et d'activités concernées ainsi que les sacs visés par l'interdiction. »

Art. 10. L'article 6 du même décret est complété par les paragraphes suivants :

« § 4. Le Gouvernement peut prendre toutes mesures appropriées en vue de limiter la production de déchets de papier provenant de publications gratuites, notamment en organisant la distribution gratuite d'autocollants à apposer sur les boîtes aux lettres et permettant aux habitants de manifester leur volonté de ne pas recevoir ces publications. Il définit les catégories de publications visées et arrête les mentions et le modèle de ces autocollants.

Le dépôt de publications dans les boîtes aux lettres en violation des indications apposées sur les boîtes aux lettres conformément à l'alinéa précédent constitue un abandon de déchets au sens de l'article 7, § 1^{er}, du présent décret.

§ 5. Le Gouvernement peut octroyer un agrément aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation. Il conditionne l'octroi de toute subvention à cet agrément.

Le Gouvernement détermine :

- 1° la procédure et les conditions d'octroi de l'agrément, notamment l'objet social de la personne, les moyens techniques et humains requis, la moralité, les critères de réutilisation, le plan financier;
- 2° la procédure et les conditions de suspension et de retrait de l'agrément;
- 3° les dispositions minimales que fixe l'agrément concernant les obligations auxquelles sont soumis leurs titulaires, notamment la transmission des données nécessaires au suivi de l'agrément et de l'activité, les conditions et modalités de gestion et de réutilisation des biens ou déchets et le processus d'amélioration de la qualité;
- 4° la durée de validité de l'agrément, qui ne peut excéder cinq ans. »

Art. 11. A l'article 7 du même décret, les §§ 3 et 4 sont supprimés et le § 5 devient le § 3.

Art. 12. § 1^{er}. L'article 8, 5°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 5° autoriser le recours à l'expropriation pour cause d'utilité publique des biens immeubles nécessaire à l'implantation d'installations de gestion de déchets, à l'utilisation des installations visées au § 2 ou à la remise en état des sites. »

§ 2. Au même article, un paragraphe est ajouté, libellé comme suit :

« § 2. Le Gouvernement peut établir une liste d'installations de traitement de déchets tenues d'accueillir, dans des circonstances exceptionnelles, et à concurrence de certaines capacités ou quantités, des déchets produits en Région wallonne et ne disposant pas, temporairement, d'autres solutions de traitement en Région wallonne.

La liste est arrêtée sur proposition de l'Office en tenant compte notamment d'une répartition géographique équilibrée des sites sur le territoire wallon, des contraintes techniques et environnementales, ainsi que des coûts de gestion liés à ces installations.

Le Gouvernement détermine :

- 1° les capacités de traitement par installation;
- 2° la durée d'utilisation de l'installation sous le couvert du présent article;
- 3° les circonstances dans lesquelles les installations reprises sur la liste peuvent être utilisées;
- 4° la procédure et les conditions de mise en œuvre des capacités de traitement;
- 5° les personnes morales de droit public ou privé pouvant solliciter l'utilisation d'une capacité de traitement;
- 6° les déchets concernés.

Le Gouvernement peut acquérir les droits nécessaires à l'utilisation de ces installations à l'amiable ou par voie d'expropriation. Il est seul habilité à autoriser leur accès, dans les limites nécessaires à la mise en œuvre de solutions de remplacement.

Les bénéficiaires supportent l'ensemble des coûts d'utilisation, en ce compris l'acquisition des droits d'utilisation par le Gouvernement et les taxes afférentes au procédé de traitement de l'installation utilisée.

Le Gouvernement détermine les procédures et modalités d'application de la présente disposition. »

Art. 13. Les §§ 1^{er} à 4 de l'article 8*bis* du même décret sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Le Gouvernement peut imposer aux producteurs une obligation de reprise de biens ou déchets résultant de la mise sur le marché ou de l'utilisation pour leur usage propre de biens, matières premières ou produits en vue d'assurer la prévention, la réutilisation, le recyclage, la valorisation et/ou une gestion adaptée de ces biens ou déchets et d'internaliser tout ou partie des coûts de gestion.

L'obligation de reprise consiste en une obligation de prendre des mesures de prévention des déchets et de reprendre ou de faire reprendre, de collecter ou de faire collecter, de réutiliser ou de faire réutiliser, de valoriser ou de faire valoriser, d'éliminer ou de faire éliminer les biens ou déchets visés par l'obligation de reprise. Elle comporte la couverture des coûts y afférents, en ce compris le financement du coût des audits et des contrôles financiers imposés par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement désigne les biens ou déchets concernés par une obligation de reprise et détermine dans chaque cas les personnes tenues de respecter les règles communes et spécifiques relatives :

- 1° aux objectifs de prévention, de réutilisation, de collecte sélective, de recyclage et de valorisation;
- 2° aux modalités de gestion applicables aux biens ou déchets soumis à l'obligation de reprise;
- 3° aux obligations d'information à caractère statistique liées à la mise en œuvre de l'obligation de reprise;
- 4° aux obligations d'information vis-à-vis du consommateur et de l'Office;
- 5° aux conditions et modalités de couverture des coûts de gestion des déchets soumis à l'obligation de reprise, notamment la liste des coûts à prendre en compte lorsque les personnes soumises à l'obligation de reprise s'appuient en tout ou en partie sur le réseau public de collecte, de regroupement, de valorisation et d'élimination des déchets ménagers;
- 6° aux modalités de contrôle des obligations de reprise.

Il peut imposer la constitution d'une sûreté visant à garantir la Région du respect de l'obligation de reprise.

§ 3. En vue de respecter leur obligation de reprise, les personnes visées au § 1^{er} peuvent :

- 1° soit élaborer et exécuter un plan de prévention et de gestion de l'obligation de reprise;
- 2° soit faire exécuter cette obligation par un organisme agréé conformément au présent décret, auquel elles ont adhéré;
- 3° soit exécuter une convention environnementale visée par le décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales et confier dans ce cadre l'exécution de tout ou partie des obligations à un organisme de gestion répondant aux conditions fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut restreindre, pour certains biens ou déchets qu'il détermine, les modalités suivant lesquelles l'obligation peut être exercée à un ou deux des modes visés à l'alinéa 1^{er}. Dans tous les cas, le mode d'exécution visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, est maintenu.

§ 4. Le Gouvernement arrête le contenu du plan de prévention et de gestion visé au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 1^o, la procédure suivant laquelle il est introduit et approuvé, et la durée de validité de celui-ci. Cette durée de validité ne peut excéder dix ans. »

Art. 14. L'article 8bis, § 6, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Le plan de prévention et de gestion, les conditions d'octroi d'agrément de l'organisme et la convention environnementale visés au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, précisent les mesures utiles pour favoriser les emplois à finalité sociale dans les associations et sociétés concernées par la collecte, le tri, la réutilisation, le recyclage et la valorisation des biens ou déchets visés. »

Art. 15. Un § 7, libellé comme suit, est ajouté à l'article 8bis du même décret :

« § 7. Il peut être mis fin à une convention environnementale afférente à une obligation de reprise soit de commun accord de toutes les parties, soit par le Gouvernement wallon ou par toutes les parties contractantes représentant les personnes soumises à l'obligation de reprise.

Le délai de résiliation est de six mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la notification. La convention peut prévoir un autre délai sans que celui-ci puisse excéder un an.

A peine de nullité, toute résiliation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste aux signataires de la convention. »

Art. 16. Les §§ 1^{er}, 2, 3, 5 et 6 de l'article 21 du même décret sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Tout citoyen a droit à un service de gestion des déchets ménagers, sans préjudice de l'obligation pour la commune d'imputer la totalité des coûts de gestion dont elle a la charge aux bénéficiaires et d'appliquer le principe d'une facturation transparente qui reprend les éléments constitutifs de ce coût.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la répercussion directe des coûts de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages sur les bénéficiaires peut être progressive jusqu'en 2012, sans être inférieure à 75 % en 2008, 80 % en 2009, 85 % en 2010, 90 % en 2011 et 95 % en 2012 des coûts à charge de la commune. Elle ne peut excéder 110 % des coûts.

Les communes peuvent par ailleurs prévoir des mesures tenant compte de la situation sociale des bénéficiaires.

§ 2. Le Gouvernement détermine les services de gestion des déchets soumis au paragraphe précédent, ainsi que les recettes et les dépenses prises en considération pour établir leur coût.

Il peut distinguer les services minimaux bénéficiant à tous les citoyens des services complémentaires de gestion des déchets répondant à des besoins spécifiques. Il peut préciser quels sont les déchets visés par ces services et encourager l'harmonisation des services entre communes utilisant la ou les mêmes installations de traitement de déchets.

Le conseil communal fixe par règlement communal les modalités d'application du présent article.

§ 3. L'autorité communale informe chaque bénéficiaire des jours d'enlèvement des déchets et des autres dispositions prises pour assurer le service minimal et les services complémentaires de gestion des déchets. Elle leur communique également les différents éléments constitutifs du coût de la gestion des déchets collectés et les modalités de financement, sur le modèle défini par le Gouvernement.

§ 4. La commune et le gouverneur de la province transmettent annuellement à l'Office les mesures prises en vertu des paragraphes précédents et les coûts réels de gestion des déchets calculés notamment sur la base des coûts réels communiqués par les associations de communes.

§ 5. Le Gouvernement peut préciser les règles générales de gestion des déchets ménagers et organiser la collecte sélective de certains déchets qu'il désigne. »

Art. 17. Un article 22 nouveau est introduit dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 22. L'octroi et la liquidation des subventions visées aux articles 27 et 28 du présent décret sont conditionnés au respect par les communes de l'article 21 du présent décret et de ses mesures d'exécution. »

Art. 18. A l'article 23, § 2, 6^o, du même décret, les mots "et du Règlement (CE) 1013/2006 du Parlement et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets," sont insérés entre les mots "de la Communauté européenne," et les mots "et de la Convention".

Art. 19. A l'article 33, § 1^{er}, du même décret, le tiret "du laboratoire de référence visé à l'article 40" est supprimé.

A l'article 33, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées.

1^o Insérer, entre le dixième et le onzième tiret, un nouveau tiret rédigé comme suit :

« — d'organisations professionnelles du secteur des soins de santé public et privé; ».

2^o Supprimer les deux derniers tirets et ajouter un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Les administrations régionales concernées peuvent assister aux réunions sans droit de vote. »

Art. 20. A l'article 36 du même décret, les modifications suivantes sont apportées.

1^o Au point 6, les mots "de la taxe sur les déchets non ménagers" sont remplacés par les mots "des taxes sur les déchets".

2^o Le point 12 est complété par les mots "en ce compris leur contrôle".

Art. 21. Aux articles 42, § 1^{er}, 2^o, 47, § 1^{er}, 2^o, et 58, § 4, du même décret, le terme "13" est remplacé par les mots "55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement".

Art. 22. A l'annexe II A du même décret, le point (D6) est remplacé par la disposition suivante :

« (D6). Rejet dans le milieu aquatique sauf l'immersion. »

Art. 23. L'article 16 du présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 mars 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Parlement wallon 545 (2006-2007), n^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance publique du 21 mars 2007.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1647

[2007/201248]

22. MÄRZ 2007 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 1 Absatz 2 2^o des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird wie folgt abgeändert:

«2^o in zweiter Linie, die Förderung der Abfallverwertung, insbesondere durch Wiederverwendung, Recycling, Rückgewinnung oder Benutzung als Energiequelle;».

Art. 2 - Artikel 2 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert und ergänzt:

«7^obis. Vermeidung: jede Maßnahme oder Handlung zur Vermeidung oder Verringerung der Erzeugung oder Schädlichkeit von Abfällen oder ihren Bestandteilen;

11^obis. Wiederverwendung: jeder Vorgang, durch den abgenutzte oder ausgediente Güter oder ihre Bestandteile für denselben Gebrauch verwendet werden als denjenigen, für den sie entworfen worden sind;

20^obis. Hersteller im Sinne von Artikel 8bis: jede natürliche oder juristische Person, die ein Erzeugnis - ob unter ihrem eigenen Markennamen oder nicht - herstellt oder importiert und es für ihren Eigenbedarf innerhalb ihrer industriellen oder gewerblichen Einrichtungen einsetzt oder es auf den Wallonischen Markt bringt, unabhängig von der Verkaufsmethode, einschließlich der Fernkommunikationstechnik. Die natürliche oder juristische Person, die durch andere Anbieter hergestellte Erzeugnisse unter ihrem eigenen Markennamen verkauft, gilt ebenfalls als Hersteller im Sinne von Artikel 8bis. Wer ausschließlich zwecks oder im Rahmen einer Finanzierungsvereinbarung Mittel bereitstellt, gilt nicht als "Hersteller" im Sinne des Artikels 8bis;».

Art. 3 - In Artikel 3 desselben Dekrets wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 3 - Wenn in Anwendung des vorliegenden Dekrets mehrere Zulassungen oder Eintragungen von derselben Person erforderlich werden, kann eine einzige Globalzulassung oder -eintragung beantragt werden.

Wenn in Anwendung des vorliegenden Dekrets die Führung mehrerer Register, mehrerer Kontrollscheine oder die Abgabe mehrerer Erklärungen von derselben Person erforderlich werden, kann ein einziges Register, ein einziger Kontrollschein oder eine einzige Erklärung angewandt werden.

Die Führung der Register in elektronischem Format ist zulässig, unter der Voraussetzung, dass das Muster zuvor vom Amt zugelassen worden ist.»

Art. 4 - In Kapitel I desselben Dekrets wird ein Artikel 5*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 5*bis* - Eine juristische Person des öffentlichen Rechts kann industrielle Abfälle nur im Rahmen einer Partnerschaft mit einer privatrechtlichen Person vorbehandeln, verwerten oder entsorgen.

Im Sinne vorliegender Bestimmung versteht man unter Partnerschaft jede Beteiligung oder jede Form der Assoziierung, durch welche die tatsächliche Teilnahme an den Risiken und Gewinnen des Unternehmens für jeden Partner festgelegt würde. Für die Abgabe von Abfällen in ein technisches Vergrabungszentrum kann die Partnerschaft in der Form der in Artikel 20 § 3 Absatz 1 des vorliegenden Dekrets erwähnten Vereinbarung erfolgen.»

Art. 5 - In Kapitel I desselben Dekrets wird ein Artikel 5*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 5*ter* - Jede Person, deren berufliche Tätigkeit in der Bewirtschaftung von Abfällen besteht, ist verpflichtet, die Person, die den Dienst der Abfallbewirtschaftung in Anspruch nimmt, über die Bewirtschaftungsmodalitäten, die Bestimmung der Abfälle und die detaillierten Kosten der Abfallbewirtschaftung zu informieren.

Die Regierung kann die Anwendungsregeln für die Personen oder Kategorien von Abfällen, die sie bestimmt, genauer festlegen.»

Art. 6 - In Kapitel I desselben Dekrets wird ein Artikel 5*quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 5*quater* - Die Bewirtschaftung der Abfälle geschieht vorzugsweise durch Vermeidung, oder in Ermangelung deren durch Verwertung, oder in Ermangelung deren durch Beseitigung.

Die Hersteller, Importeure und Besitzer von Gütern und Abfällen treffen die notwendigen Maßnahmen, um der im vorigen Absatz festgelegten Rangordnung Rechnung zu tragen und die Abfälle in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel 7 § 1 und § 2 zu bewirtschaften, insbesondere durch die Anpassung der Produktionsverfahren und/oder die Konditionierung der Abfälle.»

Art. 7 - In Artikel 6 § 1 8^o desselben Dekrets werden die Wörter "und/oder Vermeidungsbilanzen" vor das Wort "vorzuschreiben" eingefügt.

Art. 8 - Artikel 6 § 1 desselben Dekrets wird folgendermaßen ergänzt:

«9^o für die Güter oder Abfälle, die sie bestimmt, die Modalitäten der Wiederverwendung, die Mechanismen für die Finanzierung der Wiederverwendung, die Bedingungen und das Verfahren für die Beantragung, Gewährung, Auszahlung und Berechnung des möglichen Zuschusses festzulegen.»

Art. 9 - Artikel 6 § 3 desselben Dekrets wird durch einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Ab 2010 verbietet die Regierung die Verteilung und Benutzung von Wegwerfbeuteln im Rahmen der eingestufted Anlagen und Tätigkeiten. Sie legt die Kategorien der betroffenen Anlagen und Tätigkeiten sowie die vom Verbot betroffenen Beutel fest.»

Art. 10 - Artikel 6 desselben Dekrets wird mit folgenden Paragraphen ergänzt:

«§ 4 - Die Regierung kann alle geeigneten Maßnahmen treffen, um die Erzeugung von Papierabfällen aus kostenlosen Veröffentlichungen einzuschränken, insbesondere durch die kostenlose Verteilung von auf Briefkästen anzubringenden Klebeetiketten, durch welche die Einwohner ihren Willen ausdrücken können, solche Veröffentlichungen nicht zu erhalten. Sie bestimmt die Kategorien der betroffenen Veröffentlichungen und legt das Muster dieser Klebeetiketten sowie die darauf anzuführenden Vermerke fest.

Der Einwurf von Veröffentlichungen in Briefkästen in Übertretung der auf den Briefkästen in Übereinstimmung mit dem vorigen Absatz angebrachten Angaben gilt als Zurücklassen von Abfällen im Sinne von Artikel 7 § 1 des vorliegenden Dekrets.

§ 5 - Die Regierung kann den Vereinigungen ohne Erwerbszweck und den Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung tätig sind, eine Zulassung erteilen. Die Gewährung von Zuschüssen setzt diese Zulassung voraus.

Die Regierung bestimmt:

1^o das Verfahren und die Bedingungen für die Erteilung der Zulassung, insbesondere hinsichtlich des Gesellschaftszwecks der Person, der verlangten technischen und menschlichen Mittel, der Moralität, der Wiederverwendungskriterien, des Finanzplans;

2^o das Verfahren und die Bedingungen für die Aussetzung und den Entzug der Zulassung;

3^o die Mindestbestimmungen der Zulassung hinsichtlich der Verpflichtungen, denen deren Inhaber unterliegen, insbesondere betreffend die Übermittlung der für die Überprüfung der Zulassung und der Aktivität notwendigen Angaben, die Bedingungen und Modalitäten für die Bewirtschaftung und Wiederverwendung der Güter oder Abfälle und das Verfahren zur Qualitätsverbesserung;

4^o die Gültigkeitsdauer der Zulassung, die fünf Jahre nicht überschreiten darf.»

Art. 11 - In Artikel 7 desselben Dekrets werden die §§ 3 und 4 gestrichen und wird der §§ 5 zum 3.

Art. 12 - § 1 - Artikel 8 5^o desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«5^o Enteignungen von Immobiliengütern zu gemeinnützigen Zwecken erlauben, wenn dies für die Niederlassung von Anlagen zur Bewirtschaftung von Abfällen, für die Benutzung der in § 2 erwähnten Anlagen oder für die Wiederinstandsetzung der Standorte notwendig ist.»

§ 2 - In denselben Artikel wird ein Paragraph mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 2 - Die Regierung kann eine Liste von Abfallaufbereitungsanlagen aufstellen, die dazu verpflichtet sind, unter außergewöhnlichen Umständen und bis zu bestimmten Höchstkapazitäten bzw. Höchstmengen in der Wallonischen Region erzeugte Abfälle aufzunehmen, für deren Behandlung vorläufig keine andere Lösung in der Wallonischen Region möglich ist.

Diese Liste wird auf Vorschlag des Amtes festgelegt, u.a. unter Berücksichtigung einer ausgeglichenen geographischen Verteilung der Standorte auf dem wallonischen Gebiet, der technischen und umweltrelevanten Belastungen sowie der mit diesen Anlagen verbundenen Bewirtschaftungskosten.

Die Regierung bestimmt:

1^o die Behandlungskapazitäten pro Anlage;

2^o die Dauer der Verwendung der Anlage in Anwendung des vorliegenden Artikels;

3° die Umstände, unter denen die in der Liste erwähnten Anlagen benutzt werden können;

4° das Verfahren und die Bedingungen für die Benutzung der Behandlungskapazitäten;

5° die öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Personen, die die Benutzung einer Behandlungskapazität beantragen können;

6° die betroffenen Abfälle.

Die Regierung kann die zur Benutzung dieser Anlagen notwendigen Rechte auf gutlichem Wege oder durch Enteignung erwerben. Nur sie ist dazu befugt, den Zugang zu diesen Anlagen innerhalb der zur Umsetzung von Ersatzlösungen notwendigen Begrenzungen zu erlauben.

Die Leistungsempfänger tragen die Gesamtheit der Betriebskosten, einschließlich des Erwerbs der Benutzungsrechte durch die Regierung und der Steuern in Zusammenhang mit dem in der betroffenen Anlagen angewandten Behandlungsverfahren.

Die Regierung legt die Verfahren und Modalitäten für die Ausführung der vorliegenden Bestimmung fest.»

Art. 13 - Die §§ 1 bis 4 von Artikel *8bis* desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 1 - Die Regierung kann den Herstellern eine Rücknahmepflicht für Güter oder Abfälle auferlegen, die sich aus der Vermarktung oder Verwendung für Eigenzweck von Gütern, Rohstoffen oder Erzeugnissen ergeben, mit dem Ziel, die Vermeidung, Wiederverwendung, das Recycling, die Verwertung und/oder eine geeignete Bewirtschaftung dieser Güter oder Abfälle zu gewährleisten, und die Bewirtschaftungskosten ganz oder teilweise zu internalisieren.

Diese Rücknahmepflicht besteht in der Pflicht, Maßnahmen zur Vermeidung von Abfällen zu treffen, oder die Güter oder Abfälle, die Gegenstand dieser Rücknahmepflicht sind, zurückzunehmen oder zurücknehmen zu lassen, zu sammeln oder sammeln zu lassen, wiederzuverwenden oder wiederverwenden zu lassen, zu entsorgen oder entsorgen zu lassen. Sie umfasst die Deckung der betreffenden Kosten einschließlich der Finanzierung der von der Regierung auferlegten Audits und finanziellen Kontrollen.

§ 2 - Die Regierung bestimmt die Güter oder Abfälle, auf die eine Rücknahmepflicht anwendbar ist, und bestimmt in jedem Fall die Personen, die dazu verpflichtet sind, die gemeinsamen und besonderen Regeln einzuhalten betreffend:

1° die Zielsetzungen in Sachen Vermeidung, Wiederverwendung, selektive Sammlung, Recycling und Verwertung;

2° die Modalitäten der Bewirtschaftung für die der Rücknahmepflicht unterliegenden Güter oder Abfälle;

3° die Verpflichtungen in Sachen Information zu statistischen Zwecken in Zusammenhang mit der Rücknahmepflicht;

4° die Verpflichtungen in Sachen Information gegenüber dem Verbraucher und dem Amt;

5° die Bedingungen und Modalitäten für die Deckung der Kosten für die Bewirtschaftung der der Rücknahmepflicht unterliegenden Abfälle, insbesondere die Auflistung der zu übernehmenden Kosten, wenn die der Rücknahmepflicht unterliegenden Personen sich ganz oder teilweise auf das öffentliche Netz für die Sammlung, Zusammenstellung, Verwertung und Entsorgung von Hausmüll stützen;

6° die Modalitäten für die Kontrolle der Rücknahmepflichten.

Die Regierung kann die Bildung einer Sicherheit auferlegen, die darauf abzielt, der Region eine Bürgschaft für die Einhaltung der Rücknahmepflicht zu bieten.

§ 3 - Zur Einhaltung ihrer Rücknahmepflicht können die in § 1 erwähnten Personen:

1° entweder einen Vermeidungsplan und einen Bewirtschaftungsplan zur Rücknahmepflicht ausarbeiten und umsetzen;

2° oder diese Verpflichtung von einer in Übereinstimmung mit vorliegendem Dekret zugelassenen Einrichtung erfüllen lassen, der sie beigetreten sind;

3° oder aber eine Umweltvereinbarung im Sinne des Dekrets vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen umsetzen, und die Umsetzung der Gesamtheit oder eines Teils der Verpflichtungen in diesem Rahmen einer Bewirtschaftungsinstanz anvertrauen, die den von der Regierung festgelegten Bedingungen genügt.

Die Regierung kann für bestimmte von ihr bezeichnete Güter oder Abfälle die Modalitäten zur Umsetzung der Pflicht auf einen oder zwei der in Absatz 1 angeführten Modi begrenzen. In allen Fällen wird der Ausführungsmodus nach Absatz 1 1° beibehalten.

§ 4. Die Regierung legt den Inhalt des in § 3 Absatz 1 1° festgelegten Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplans, das Verfahren zu dessen Einreichung und Genehmigung, und dessen Gültigkeitsdauer fest. Diese Gültigkeitsdauer darf nicht mehr als zehn Jahre sein.»

Art. 14 - Artikel *8bis*, § 6 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 6 - Der Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplan, die Bedingungen für die Gewährung der Zulassung an die Einrichtung und die Umweltvereinbarung gemäß § 3 Absatz 1 bestimmen die Maßnahmen, die nützlich sind, um die Beschäftigung mit sozialer Zielsetzung in den Vereinigungen und Gesellschaften zu fördern, die in den Bereichen der Sammlung, der Sortierung, der Wiederverwendung, des Recycling und der Verwertung von Gütern oder Abfällen tätig sind.»

Art. 15 - Ein § 7 mit folgendem Wortlaut wird in Artikel 8*bis* desselben Dekrets eingefügt:

«§ 7 - Eine Umweltvereinbarung im Rahmen einer Rücknahmepflicht kann entweder in gegenseitigem Einvernehmen aller Parteien, oder durch die Wallonische Regierung oder aber durch alle Vertragsparteien, die Personen vertreten, die der Rücknahmepflicht unterliegen, beendet werden.

Die Kündigungsfrist beträgt sechs Monate ab dem ersten Tag des Monats nach der Zustellung der Kündigung. In der Vereinbarung kann eine andere Kündigungsfrist vorgesehen werden, ohne dass sie ein Jahr überschreitet.

Unter Gefahr der Nichtigkeit muss die Kündigung per bei der Post aufgegebenes Einschreiben den Unterzeichnern der Vereinbarung zugestellt werden.»

Art. 16 - Die §§ 1, 2, 3, 5 und 6 von Artikel 21 desselben Dekrets werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 1 - Jeder Bürger hat Anspruch auf einen Dienst zur Bewirtschaftung des Hausmülls, unbeschadet der Verpflichtung für die Gemeinde, die Gesamtheit der Kosten dafür, mit denen sie belastet wird, den Leistungsempfängern anzurechnen, und den Grundsatz einer übersichtlichen Fakturierung, in der die unterschiedlichen Bestandteile dieser Kosten angeführt sind, anzuwenden.

In Abweichung vom vorigen Absatz kann die direkte Übertragung der Kosten für die Bewirtschaftung der sich aus der gewöhnlichen Aktivität der Haushalte ergebenden Abfälle auf die Leistungsempfänger bis 2012 allmählich stattfinden, ohne weniger als 75% der Kosten zu Lasten der Gemeinde im Jahre 2008, 80% im Jahre 2009, 85% im Jahre 2010, 90% im Jahre 2011 und 95% im 2012 betragen zu dürfen. Sie darf 110% der Kosten nicht überschreiten.

Zum anderen können die Gemeinden auch Maßnahmen vorsehen, die die soziale Lage der Leistungsempfänger berücksichtigen.

§ 2 - Die Regierung bestimmt die Dienste für Abfallbewirtschaftung, die dem vorigen Paragraphen unterliegen, sowie die Einnahmen und Ausgaben, die zur Berechnung deren Preises berücksichtigt werden.

Sie kann die minimalen Dienste, auf die alle Bürger Anspruch haben, von den zusätzlichen Diensten für Abfallbewirtschaftung, die spezifischen Bedürfnissen entsprechen, voneinander unterscheiden. Sie kann die von diesen Diensten betroffenen Abfälle festlegen und die Angleichung der Dienste zwischen Gemeinden, die dieselbe(n) Abfallaufbereitungsanlage(n) benutzen, fördern.

Durch eine vom Gemeinderat verabschiedete Gemeinderegelung werden die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels festgelegt.

§ 3 - Die Gemeindebehörde informiert jeden Leistungsempfänger über die Tage, an denen die Abfälle abgeführt werden, und über alle sonstigen Bestimmungen, die getroffen werden, um den minimalen Dienst und die zusätzlichen Dienste für Abfallbewirtschaftung zu gewährleisten. Sie informiert sie ebenfalls über die verschiedenen Bestandteile der Kosten für die Bewirtschaftung der gesammelten Abfälle und die Finanzierungsmodalitäten unter Anwendung des von der Regierung festgelegten Musters.

§ 4 - Die Gemeinde und der Provinzgouverneur teilen dem Amt jährlich mit, welche Maßnahmen kraft der vorigen Paragraphen getroffen wurden; sie informieren das Amt ebenfalls über die realen Kosten für die Abfallbewirtschaftung, die insbesondere auf der Grundlage der von den Gemeindevereinigungen mitgeteilten realen Kosten berechnet wurden.

§ 5 - Die Regierung kann die allgemeinen Regeln für die Bewirtschaftung des Hausmülls genauer festlegen und die selektive Sammlung bestimmter von ihr bezeichneten Abfälle organisieren.»

Art. 17 - In dasselbe Dekret wird ein neuer Artikel 22 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 22 - Die Gewährung und Auszahlung der in Artikel 27 und 28 vorliegenden Dekrets erwähnten Zuschüsse werden durch die Einhaltung durch die Gemeinden von Artikel 21 vorliegenden Dekrets und dessen Durchführungsmaßnahmen bedingt.»

Art. 18 - In Artikel 23 § 2 6°, desselben Dekrets werden die Wörter "und der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfälle" zwischen die Wörter "Europäischen Gemeinschaft" und "und des" eingefügt.

Art. 19 - In Artikel 33 § 1 desselben Dekrets wird der Gedankenstrich "des in Artikel 40 erwähnten Bezugslabors" gestrichen.

In Art. 33 § 1 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen.

1° Zwischen den zehnten und elften Gedankenstrich wird ein neuer Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«— von beruflichen Organisationen im öffentlichen und privaten Sektor der Gesundheitspflege;»

2° Die letzten beiden Gedankenstriche werden gestrichen und ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«Die betroffenen regionalen Verwaltungen können den Versammlungen beiwohnen, ohne jedoch wahlberechtigt zu sein.»

Art. 20 - In Artikel 36 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen.

1° In Nr. 6 werden die Wörter "der Besteuerung der nicht häuslichen Abfälle" durch "der Besteuerung der Abfälle" ersetzt.

2° Am Ende von Nr. 12 werden die Wörter "einschließlich deren Kontrolle" eingefügt.

Art. 21 - In den Artikeln 42 § 1 2° 47 § 1 2° und 58 § 4 desselben Dekrets wird die Zahl "13" durch die Wörter "55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung" ersetzt.

Art. 22 - In der Anlage II A zum selben Erlass wird der Punkt (D6) durch folgende Bestimmung ersetzt:

«(D6). Ableitung in die aquatische Umwelt mit Ausnahme der Versenkung.»

Art. 23 - Artikel 16 des vorliegenden Dekrets tritt am 1. Januar 2008 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. März 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,

Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzung 2006-2007*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 545 (2006-2007), Nrn. 1 bis 7

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 21. März 2007

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1647

[2007/201248]

22 MAART 2007. — Decreet tot wijziging van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1, tweede lid, 2°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt gewijzigd als volgt :

« 2° in de tweede plaats, de bevordering van de nuttige toepassing van de afvalstoffen, o.a. door hergebruik, recycling, terugwinning of gebruik als energiebron; ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

« 7°bis. Preventie : elke maatregel of handeling ter voorkoming of vermindering van de productie of schadelijkheid van afvalstoffen of van de bestanddelen ervan;

11°bis. Hergebruik : elke handeling waarbij goederen die aan het einde van hun levensduur zijn of afgewerkte goederen of de bestanddelen ervan hergebruikt worden met dezelfde bestemming als die waarvoor ze bedacht werden;

20°bis. Producent in de zin van artikel 8bis : elke natuurlijke of rechtspersoon die een product al dan niet onder zijn eigen merk vervaardigt of invoert en het hetzij voor eigen gebruik binnen zijn industriële of handelsinrichtingen bestemt, hetzij op de Waalse markt brengt, ongeacht de aangewende techniek van verkoop, al dan niet op afstand. De natuurlijke of rechtspersoon die producten doorverkoopd die door andere leveranciers onder zijn eigen merk zijn vervaardigd wordt eveneens als producent beschouwd in de zin van artikel 8bis. De persoon die uitsluitend voor een financiering instaat met het oog op of overeenkomstig een financieringscontract wordt niet beschouwd als producent in de zin van artikel 8bis; ».

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. Als verschillende erkenningen of registraties van dezelfde persoon geëist worden overeenkomstig dit decreet, kan een eenmalige erkenning of eenmalige registratie aangevraagd worden.

Als dezelfde persoon overeenkomstig dit decreet verplicht is verschillende registers en opvolgingslijsten bij te houden of verschillende aangiften in te vullen, kan gebruik gemaakt worden van een eenmalig register, eenmalige opvolgingslijst of aangifte.

De registers kunnen elektronisch bijgehouden worden, mits voorafgaande goedkeuring van het model door de Dienst. »

Art. 4. Hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *5bis*, luidend als volgt :

« Art. *5bis* : Een publiekrechtelijke rechtspersoon mag slechts in het kader van een partnerschap met een privaatrechtelijke persoon industriële afval voorbehandelen, valoriseren of wegwerken.

In de zin van deze bepaling wordt onder partnerschap verstaan elke deelname of vorm van vereniging waarbij de reële deling in de risico's en winst van het bedrijf voor elk van de partners bevestigd wordt. Wat het storten in een centrum voor technische ingraving betreft, kan het partnerschap de vorm aannemen van de overeenkomst bedoeld in artikel 20, § 3, eerste lid, van dit decreet. »

Art. 5. Hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *5ter*, luidend als volgt :

« Art. *5ter* : Elke persoon die beroepshalve instaat voor afvalbeheer is verplicht de begunstigde van de afvalbeheerdienst kennis te geven van de beheersmodaliteiten, de bestemming van de afval en de uitvoerige kosten van het beheer.

De Regering kan de toepassingsregels nader bepalen voor de personen of de afvalcategorieën die zij aanwijst. »

Art. 6. Hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *5quater*, luidend als volgt :

« Art. *5quater* : De afval wordt bij voorkeur via preventie beheerd, zoniet via nuttige toepassing en bij gebreke daarvan via wegwerking.

De producenten, invoerders en bezitters van goederen en afval nemen de nodige maatregelen om te voldoen aan de rangorde bedoeld in het vorige lid en om ervoor te zorgen dat het beheer voldoet aan de voorschriften van de §§ 1 en 2 van artikel 7, o.a. door de aanpassing van de wijzen waarop de afval geproduceerd en/of geconditioneerd wordt. »

Art. 7. Article 6, § 1, 8°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden "en/of preventiebalansen".

Art. 8. Artikel 6, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« 9° de bepaling, voor de goederen of de afval die zij aanwijst, van de modaliteiten voor het hergebruik, de mechanismen van de financiering van het hergebruik, de voorwaarden en de procedure voor de aanvraag, toekenning en betaling van de eventuele subsidie en de modaliteiten voor de berekening ervan. »

Art. 9. Artikel 6, § 3, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De Regering verbiedt vanaf 2010 de distributie en het gebruik van kassazakken voor eenmalig gebruik in het kader van de ingedeelde installaties en activiteiten. Ze bepaalt de categorieën van de betrokken installaties en activiteiten, alsook de zakken die onder het verbod vallen. »

Art. 10. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende paragrafen :

« § 4. De Regering kan alle gepaste maatregelen nemen om de productie van papierafval afkomstig van gratis publicaties te beperken, o.a. door de organisatie van de gratisdistributie van op de brievenbussen aan te brengen plakkers aan de hand waarvan de inwoners kunnen laten weten dat ze die publicaties niet wensen te ontvangen. Ze bepaalt de bedoelde categorieën van publicaties en legt de gegevens en het model van die plakkers vast.

Het deponeren van publicaties in brievenbussen in overtreding van de voorschriften die daarop zijn aangebracht overeenkomstig het vorige lid staat gelijk met het achterlaten van afval in de zin van artikel 7, § 1, van dit decreet.

§ 5. De Regering kan een erkenning verlenen aan de verenigingen zonder winst oogmerk en aan de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik. Zij onderwerpt de toekenning van elke subsidie aan die erkenning.

De Regering bepaalt :

1° de procedure en de voorwaarden van toekenning van de erkenning, o.a. het doel van de persoon, de vereiste technische en menselijke middelen, de moraliteit, de hergebruikscriteria, het financiële plan;

2° de procedure en voorwaarden van opschorting en intrekking van de erkenning;

3° de minimale bepalingen die in de erkenning vastliggen m.b.t. de verplichtingen die de houders ervan moeten nakomen, o.a. het verstrekken van de gegevens die nodig zijn voor de opvolging van de erkenning en de activiteit, de voorwaarden en modaliteiten voor het beheer en het hergebruik van de goederen of afvalstoffen en het proces van de verbetering van de kwaliteit;

4° de geldigheidsduur van de erkenning, die niet meer dan vijf jaar mag bedragen. »

Art. 11. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de §§ 3 en 4 geschrapt en wordt § 5, § 3.

Art. 12. § 1. Artikel 8, 5°, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« 5° wegens openbaar nut laten overgaan tot de onteigening van de onroerende goederen die nodig zijn voor de vestiging van afvalbeheersinstallaties, voor het gebruik van de installaties bedoeld in § 2 of het herstel van de sites. »

§ 2. Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een paragraaf, luidend als volgt :

« § 2. De Regering kan een lijst opmaken van installaties voor afvalbehandeling die in buitengewone omstandigheden en voor bepaalde capaciteiten en hoeveelheden moeten instaan voor de opvang van in het Waalse Gewest geproduceerde afval waarvoor er voorlopig geen andere behandelingsoplossingen in het Waalse Gewest bestaan.

De lijst wordt op voorstel van de Dienst vastgelegd met inachtneming van o.a. een evenwichtige geographische verspreiding van de sites over het Waalse grondgebied, de technische en milieueisen, alsook de beheerskosten van die installaties.

De Regering bepaalt :

- 1° de behandelingscapaciteiten per installatie;
- 2° de gebruiksduur van de installatie op grond van dit artikel;
- 3° de omstandigheden waarin de op lijst opgenomen installaties gebruikt mogen worden;
- 4° de procedure en voorwaarden voor de tenuitvoerlegging van de behandelingscapaciteiten;
- 5° de publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen die om het gebruik van een behandelingscapaciteit kunnen verzoeken;
- 6° de betrokken afvalstoffen.

De Regering kan bij minnelijke schikking of door onteigening de rechten verwerven die nodig zijn voor het gebruik van die installaties. Zij alleen heeft machtiging om toegang ertoe te verlenen, binnen de perken die nodig zijn voor het uitwerken van vervangingsoplossingen.

De begunstigden dragen de gezamenlijke gebruikskosten, met inbegrip van de verwerving van de gebruikskosten door de Regering en de belastingen betreffende het behandelingsproces van de gebruikte installatie.

De Regering bepaalt de procedures en modaliteiten voor de toepassing van deze bepaling. »

Art. 13. In artikel 8*bis* van hetzelfde decreet worden de §§ 1 tot 4 vervangen als volgt :

« § 1. De Regering kan de producenten een terugnameplicht opleggen voor goederen of afvalstoffen uit commercialisering of uit het gebruik voor eigen behoefte van goederen, grondstoffen of producten met het oog op de preventie, het hergebruik, de recycling, de nuttige toepassing en/of een aangepast beheer van die goederen of afvalstoffen en op de internalisering van het geheel of van een deel van de beheerskosten.

Onder terugnameplicht wordt verstaan de verplichting afvalpreventiemaatregelen te nemen en de onder de terugnameplicht vallende goederen of afvalstoffen terug te nemen, in te zamelen, te hergebruiken, te valoriseren, weg te werken of al deze handelingen te laten uitvoeren. Ze houdt de dekking van de desbetreffende kosten in, met inbegrip van de financiering van de kost van de audits en van de financiële controles opgelegd door de Regering.

§ 2. De Regering bepaalt welke goederen of afvalstoffen onder de terugnameplicht vallen en wijst voor elk geval de personen aan die moeten voldoen aan de gemeenschappelijke en specifieke regels betreffende :

- 1° de doelstellingen inzake preventie, hergebruik, selectieve inzameling, recycling en nuttige toepassing;
- 2° de beheersmodaliteiten van toepassing op de goederen of afvalstoffen die onder de terugnameplicht vallen;
- 3° de verplichtingen tot verstrekking van statistische informatie over de tenuitvoerlegging van de terugnameplicht;
- 4° de verplichtingen tot informatieverstrekking jegens de verbruiker en de Dienst;
- 5° de voorwaarden en modaliteiten betreffende de dekking van de kosten voor het beheer van de onder de terugnameplicht vallende afval, o.a. de lijst van de kosten die in aanmerking genomen moeten worden wanneer de aan de terugnameplicht onderworpen personen zich geheel of gedeeltelijk verlaten op het openbaar net voor inzameling, hergroepering, nuttige toepassing en wegwerking van huisafval;
- 6° de modaliteiten voor de controle op de nakoming van de terugnameplichten.

Ze kan het stellen van een zekerheid opleggen zodat het Gewest de garantie krijgt dat de terugnameplicht nagekomen wordt.

§ 3. Om hun terugnameplicht na te komen kunnen de personen bedoeld in § 1 :

- 1° hetzij een preventie- en beheersplan voor de terugnameplicht uitwerken en uitvoeren;
- 2° hetzij die plicht laten uitvoeren door een overeenkomstig dit decreet erkende instelling waarvan zij lid geworden zijn;
- 3° hetzij een milieuovereenkomst uitvoeren zoals bedoeld in het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieuovereenkomsten en in dat kader de uitvoering van de plichten geheel of gedeeltelijk toevertrouwen aan een beheersinstelling die de door de Regering gestelde voorwaarden vervult.

De Regering kan voor sommige door haar bepaalde goederen of afvalstoffen de modaliteiten inperken voor het uitvoeren van de plicht op één of twee van de wijzen bedoeld in het eerste lid. In ieder geval wordt de in het eerste lid, 1°, bedoelde uitvoeringswijze behouden.

§ 4. De Regering bepaalt de inhoud van het preventie- en beheersplan bedoeld in paragraaf 3, eerste lid 1, 1°, de procedure voor de indiening en goedkeuring ervan en de geldigheidsduur ervan. Die geldigheidsduur mag niet meer dan tien jaar bedragen. »

Art. 14. Artikel *8bis*, § 6, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 6. Het preventie- en beheersplan, de voorwaarden voor de toekenning van de erkenning aan de instelling en de milieuovereenkomst bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, voorzien in de nuttige maatregelen ter bevordering van de banen met een maatschappelijk doel binnen de verenigingen en maatschappijen betrokken bij de inzameling, de sortering, het hergebruik, de recycling en de valorisatie van bedoelde goederen en afvalstoffen. »

Art. 15. Artikel *8bis* van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 7, luidend als volgt :

« § 7. Een milieuovereenkomst betreffende een terugnameplicht kan opgezegd worden, hetzij in onderlinge overeenstemming door alle partijen, hetzij door de Waalse Regering of door alle ondertekenende partijen die de aan de terugnameplicht onderworpen personen vertegenwoordigen.

De opzegtermijn bedraagt zes maanden en gaat in op de eerste dag van de maand na de kennisgeving. De overeenkomst kan voorzien in een andere termijn, die evenwel niet meer dan één jaar mag bedragen.

Elke opzegging wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de ondertekenaars van de overeenkomst betekend, op straffe van nietigverklaring. »

Art. 16. In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de §§ 1, 2, 3, 5 en 6 vervangen als volgt :

« § 1. Elke burger heeft recht op een dienst voor huisafvalbeheer, onverminderd de verplichting voor de gemeente de gezamenlijke kosten van het beheer waarvoor zij instaat door de begunstigden te laten dragen en het beginsel van een doorzichtige facturering, waarin de bestanddelen van de kost opgenomen zijn, toe te passen.

In afwijking van het vorige lid kan de rechtstreekse afwenteling van de beheerskosten van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen op de begunstigden progressief zijn tot in 2012, waarbij ze niet minder mag bedragen dan 75 % in 2008, 80 % in 2009, 85 % in 2010, 90 % in 2011 en 95 % in 2012 van de kosten ten laste van de gemeente. Ze mag niet meer bedragen dan 110 % van de kosten.

De gemeenten kunnen overigens voorzien in maatregelen die rekening houden met de maatschappelijke toestand van de begunstigde.

§ 2. De Regering bepaalt de afvalbeheersdiensten die onder de vorige paragraaf vallen, alsook de opbrengsten en uitgaven die in aanmerking worden genomen om de kost ervan vast te leggen.

Zij kan een onderscheid maken tussen de minimale diensten waarvoor alle burgers in aanmerking komen en de aanvullende afvalbeheersdiensten die op specifieke behoeften inspelen. Zij kan bepalen op welk afval die diensten betrekking hebben en aanzetten tot de harmonisering van de diensten tussen de gemeenten die dezelfde afvalbehandelingsinstallatie(s) gebruiken.

De gemeenteraad legt de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel bij gemeentelijke verordening vast.

§ 3. De gemeentelijke overheid geeft elke begunstigde kennis van de dagen waarop de afval wordt opgehaald en van de overige maatregelen die genomen worden om de minimale dienst en de aanvullende diensten inzake afvalbeheer te waarborgen. Zij geeft hen ook kennis van de verschillende bestanddelen van de kost voor het beheer van de opgehaalde afval en van de financieringsmodaliteiten, naar het model bepaald door de Regering.

§ 4. De gemeente en de provinciegouverneur bezorgen de Dienst jaarlijks de krachtens de vorige paragrafen genomen maatregelen en de reële afvalbeheerskosten berekend o.a. op basis van de reële kosten meegedeeld door de verenigingen van gemeenten.

§ 5. De Regering kan de algemene regels inzake huisafvalbeheer nader bepalen en de selectieve inzameling van sommige door haar bepaalde afvalstoffen organiseren. »

Art. 17. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een nieuw artikel 22, luidend als volgt :

« Art. 22. De toekenning en de betaling van de subsidies bedoeld in de artikelen 27 en 28 van dit decreet worden onderworpen aan de naleving van artikel 21 van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten door de gemeenten. »

Art. 18. In artikel 23, § 2, 6°, van hetzelfde decreet worden de woorden "en van Verordening (EG) 1013/2006 van het Parlement en van de Raad van 14 juni 2006 betreffende overbrenging van afvalstoffen," ingevoegd tussen de woorden "van de Europese Gemeenschap," en de woorden "en de Overeenkomst".

Art. 19. In artikel 33, § 1, van hetzelfde decreet wordt het streepje "van het referentielaboratorium bedoeld in artikel 40" geschrapt.

In artikel 33, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het tiende en het elfde streepje wordt een nieuw streepje ingevoegd, luidend als volgt :

« — vakorganisaties van de publieke en private gezondheidszorgsector; ».

2° de twee laatste streepjes schrappen en een nieuw lid toevoegen, luidend als volgt :

« De betrokken gewestelijke administraties mogen de vergaderingen zonder stemrecht bijwonen. »

Art. 20. In artikel 36 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 6 worden de woorden "van de belasting op niet huishoudelijke afvalstoffen" vervangen door de woorden "de belastingen op afvalstoffen".

2° punt 12 wordt aangevuld met de woorden "met inbegrip van de controle erop".

Art. 21. In de artikelen 42, § 1, 2°, 47, § 1, 2°, en 58, § 4, van hetzelfde decreet wordt het aantal "13" vervangen door "55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning".

Art. 22. In bijlage II A bij hetzelfde decreet wordt punt (D6) vervangen als volgt :

« (D6). Lozing in het aquatische milieu, behalve onderdompeling. »

Art. 23. Artikel 16 van dit decreet treedt in werking op 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 maart 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waals Parlement, 545 (2006-2007), nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, openbare vergadering van 21 maart 2007.

Bespreking - Stemmingen.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1648

[2007/201247]

22 MARS 2007. — **Décret fiscal favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, les termes utilisés sont ceux définis par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Par ailleurs, il y a lieu d'entendre par :

1° décret du 27 juin 1996 : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2° co-incinération : technique de traitement des déchets dans une installation fixe ou mobile dont l'objectif essentiel est de produire de l'énergie ou des produits et :

a. qui utilise des déchets comme combustibles habituels ou d'appoint, ou

b. dans laquelle les déchets sont soumis au traitement thermique en vue de leur élimination;

3° collecte sélective : collecte séparative des déchets soit en porte-à-porte chez le producteur, soit par apport volontaire du producteur dans les parcs à conteneurs, conteneurs ou bulles accessibles aux producteurs;

4° exercice : l'année au cours de laquelle intervient le fait générateur des taxes établies par le présent décret;

5° Office : Office wallon des déchets tel que visé par le décret du 27 juin 1996.

CHAPITRE II. — Taxe sur la mise des déchets en centre d'enfouissement technique

Art. 2. Il est établi une taxe sur la mise des déchets en centre d'enfouissement technique (C.E.T.).

Art. 3. Le redevable de la taxe est l'exploitant du C.E.T.

Art. 4. La base de la taxe est le nombre de tonnes de déchets mises en centre d'enfouissement technique.

Art. 5. § 1^{er}. Le montant de la taxe sur la mise en C.E.T. des déchets ménagers est fixé pour les exercices 2008 et 2009 à 20 euros/tonne pour les déchets non dangereux, et à 25 euros/tonne pour les déchets dangereux.

A partir de l'exercice 2010, les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont portés respectivement à 60 euros/tonne et à 65 euros/tonne.

§ 2. Le montant de la taxe sur la mise en C.E.T. des déchets non ménagers est fixé à 35 euros/tonne.

Lorsque les déchets sont non dangereux, le montant visé à l'alinéa 1^{er} est porté à 60 euros/tonne à partir de l'exercice 2010.

Lorsqu'il s'agit de déchets dangereux, le montant visé à l'alinéa 1^{er} est porté à 40 euros/tonne pour les exercices 2008 et 2009 et à 65 euros/tonne à partir de l'exercice 2010.

§ 3. Lorsque la mise en C.E.T. de déchets n'est pas autorisée par la réglementation ou une autorisation administrative, le montant de la taxe est fixé à 150 euros/tonne, avec un minimum de 150 euros, s'il s'agit de déchets non dangereux, et à 600 euros/tonne, avec un minimum de 600 euros, s'il s'agit de déchets dangereux.

Art. 6. § 1^{er}. Le montant de la taxe est réduit dans les hypothèses et aux montants suivants :